



# ÉCODEF

# 2  
JUILLET 2021

• LETTRE DE VEILLE ÉCONOMIQUE (SGA/DAF/OED) •

Actualités du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 sur les principales publications parues en Économie de la défense.

Adrien FRONTENAUD  
Chargé d'études à  
L'Observatoire Économique de la Défense

## DÉPENSES MILITAIRES

### Sino-U.S. Relations and the Demand for Military Expenditure in the Indo-Pacific Region

Na Hou, Zhipei Chi

Defence and Peace Economics – avril 2021

Cet article examine la demande de dépenses militaires dans dix-huit pays indo-pacifique pour la période 1993-2018. En tant que puissances dominantes, les États-Unis et la Chine caractérisent la structure géopolitique de la région indo-pacifique. Les relations sino-américaines sont quantifiées en mesurant le nombre d'événements coopératifs et conflictuels entre la Chine et les États-Unis d'après la Global Database of Events, Language, and Tone (GDELT). Après avoir incorporé les variables relationnelles sino-américaines dans les modèles néoclassiques de demande, les données du panel évaluant les résultats révèlent que le nombre croissant d'affrontements des États-Unis en direction de la Chine a entraîné une augmentation des dépenses militaires des pays non alliés aux Américains. Les alliés des États-Unis dans la région indo-pacifique ont eu tendance à augmenter leurs dépenses militaires lorsque les États-Unis intensifient leur pression sur la Chine. Les résultats empiriques démontrent que les relations sino-américaines influent sur le niveau des dépenses militaires dans la région indo-pacifique.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10242694.2021.1904358>

[Voir le lien](#)

### NATO Burden Sharing after the Wales Summit : A Generalized Set Qualitative Analysis

Tim Haesebrouck

Defence and Peace Economics – mai 2021

Lors du sommet de 2014 au Pays de Galles, les alliés de l'OTAN se sont engagés à consacrer au moins 2 % de leur PIB à la défense d'ici 2024. Alors que certains alliés sont en voie d'atteindre l'objectif de 2 %, d'autres n'ont augmenté que modestement leurs dépenses militaires et d'autres encore ont réduit leurs budgets de défense. Cet article vise à expliquer les trajectoires divergentes des dépenses militaires des Alliés au cours des cinq premières années qui ont suivi le Sommet du Pays de Galles. Les résultats de l'analyse montrent que la menace posée par la Russie a été la principale incitation à accroître les budgets de défense. Toutefois, les contraintes budgétaires ont empêché certains alliés d'accroître leur budget de défense proportionnellement à la menace posée par la Russie.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10242694.2021.1928435>

### Determinants of Defense Spending: The Role of Strategic Factors in France

Josselin Droff, Julien Malizard

Defence and Peace Economics – avril 2021

L'article s'intéresse aux principaux déterminants des dépenses de défense françaises en longue période (1958-2017). Afin d'estimer les déterminants des dépenses de défense, la littérature considère à la fois des facteurs économiques et stratégiques tels que les conflits, les menaces et les alliances et se base notamment sur les travaux pionniers de Smith (1980, Economic Journal). L'approche adoptée est originale, car les auteurs se concentrent sur les facteurs stratégiques, y compris les proxys pour l'adhésion à une alliance et les menaces externes. En outre, l'analyse inclut le terrorisme transnational comme indicateur des menaces internes. Les résultats montrent que les dépenses de défense françaises sont positivement liées au produit intérieur brut (PIB) et qu'une augmentation de 1 % du PIB implique une augmentation des dépenses de défense comprise entre 0,536 et 0,619 %.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10242694.2021.1907985>

### The Effects of International Sanctions on Iran's military spending : A Synthetic Control Analysis

Mohammad Reza Farzanegan

Defence and Peace Economics – juin 2021

L'auteur utilise la méthode à contrôle synthétique pour estimer l'effet des sanctions bancaires et énergétiques internationales de 2012 à 2015 sur les dépenses militaires de l'Iran. Il crée un Iran « contre-factuel » qui imite les caractéristiques socio-économiques de l'Iran avant les sanctions internationales de 2012. Ensuite, il compare les dépenses militaires de l'Iran « factuel sans sanctions » à celles de l'Iran « factuel avec sanctions » pour la période 2003-2015. Sur l'ensemble de la période 2013-2015, les dépenses militaires par habitant ont été réduites d'environ 117 dollars américains par an en moyenne. Les principaux résultats sont robustes pour une série de tests. Les niveaux de confiance estimés montrent que la diminution des dépenses militaires de l'Iran après les sanctions de 2012 est également statistiquement significative.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/10242694.2021.1941548>

L'Observatoire Économique de la Défense diffuse EcoDef par messagerie électronique (format pdf).

Si vous êtes intéressé(e) par cette formule, veuillez adresser un courriel à :

[daf.oed.fct@intradef.gouv.fr](mailto:daf.oed.fct@intradef.gouv.fr)

Découvrez toutes les publications du secrétariat général pour l'administration sur :

Internet :  
[www.defense.gouv.fr/sga](http://www.defense.gouv.fr/sga)

Intranet :  
[www.sga.defense.gouv.fr](http://www.sga.defense.gouv.fr)

## Cross-Country Dependence, Heterogeneity and the Growth Effects of Military Spending

Kyriakos Emmanouilidis, Christos Karpetis

Défense and Peace Economics – mars 2021

*Jusqu'à aujourd'hui, la grande majorité de la littérature est dominée par des modèles de croissance qui supposent des paramètres structurels communs et l'évolution de la productivité totale des facteurs (PTF) dans tous les pays. Dans le contexte de l'équation de convergence de SOLOW modifiée, cet article souligne l'importance d'intégrer les différences entre les pays, observables ou inobservables, dans l'étude du lien défense-croissance. Une attention particulière est accordée à l'hétérogénéité de la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) et à la dépendance internationale induite par les chocs mondiaux.*

[Voir le lien](#)

## Defence spending, burden-sharing and strategy in NATO's Black Sea littoral states: domestic, regional, and international systemic factors

Jordan Becker

Southeast European and Black Sea Studies – avril 2021

*L'affectation de ressources limitées à la défense est une question stratégique importante pour les États. L'OTAN et l'Union européenne (UE) encouragent les États membres non seulement à dépenser davantage pour la défense, mais aussi à consacrer ces dépenses à la modernisation de l'équipement et aux besoins opérationnels communs. Après que les alliés de l'OTAN se soient officiellement engagés à accroître la part des dépenses militaires dans le PIB lors du sommet de 2014 au pays de Galles et que les membres de l'UE ont suivi en 2016, les débats transatlantiques sur les dépenses de défense sont devenus de plus en plus tendus, en particulier depuis 2017. Qu'est-ce qui motive réellement les États à allouer des ressources aux priorités communes en matière de défense ? C'est la question fondamentale que se pose l'auteur de cet article. Pour y répondre, il met en évidence la dynamique inter organisationnelle du partage du fardeau militaire dans les États riverains de la mer Noire de l'OTAN (Bulgarie, Roumanie et Turquie).*

[Voir le lien](#)

## Comparaisons internationales de dépenses de défense et parité de pouvoir d'achat défense

Adrien Frontenau

Observatoire Économique de la Défense (OED), EcoDef Études, n° 181 – mai 2021

*Les comparaisons internationales de dépenses de défense sont couramment utilisées pour mieux comprendre la situation sécuritaire mondiale et évaluer la place que les États accordent à leur défense.*

*Alors, alors que de nombreux analystes mettent souvent en avant le manque de fiabilité de ces statistiques, les pratiques actuelles de conversion des dépenses militaires en unités de monnaie commune (taux de change réels) suscitent un certain nombre d'interrogations.*

*En effet ces conversions sous-estiment le pouvoir d'achat réel des dépenses militaires dans de nombreux pays, en particulier dans les pays où les coûts dans le secteur de la défense diffèrent des coûts américains, et donnent une image faussée de la croissance réelle de ces dépenses, et au-delà de l'équilibre des forces armées dans le monde. L'approche par les parités de pouvoir d'achat défense vise à corriger ces biais.*

[Voir le lien](#)

## L'évaluation des retombées économiques locales de la dépense de défense

Jessie Lerousseau

Observatoire Économique de la Défense (OED), EcoDef Références, n° 185 – juin 2021

*La dépense de la défense impacte fortement le développement économique territorial. Pour autant, il n'existe pas aujourd'hui de consensus sur la nature et l'importance de ses effets. Cela peut s'expliquer par la variété des méthodes qui ont été utilisées en économie. La littérature en dénombre cinq (BRADDON, 1995 ; DROFF et PALOYO, 2015) : le multiplicateur keynésien régional ; le multiplicateur de la base économique ; le multiplicateur entrées-sorties ; les approches économétriques ; les études de cas et les méthodes hybrides. Cet EcoDef a pour but de comparer ces méthodes, en étudiant leur construction, leurs apports, leurs limites, ainsi que la fiabilité de leurs résultats.*

[Voir le lien](#)

## SIPRI Yearbook 2021

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) – juin 2021

*Comme chaque année depuis 1969, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publie son annuaire de référence qui présente des données originales notamment sur les dépenses militaires mondiales, les transferts internationaux et la production d'armes, les forces nucléaires, les conflits armés et les opérations de paix multilatérales, ainsi que des analyses pointues des principaux aspects du contrôle des armes, de la paix et de la sécurité internationale. Dans un contexte international largement dominé par la pandémie de Covid-19, cette 52<sup>e</sup> édition de l'annuaire du SIPRI témoigne d'une augmentation des dépenses militaires mondiales et d'une stabilité du volume des transferts internationaux d'armes. L'une des principales conclusions est que malgré une diminution globale du nombre d'ogives nucléaires en 2020, davantage ont été déployées avec les forces opérationnelles.*

[Voir le lien](#)

## Trends in world military expenditure, 2020

Diego Lopes da Silva, Nan Tian, Alexandra Marksteiner

Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) Fact Sheets – avril 2021

*Accompagnant la publication de la nouvelle version de la base de données du SIPRI – en accès libre depuis avril 2021 – sur les dépenses militaires par pays entre 1949 et 2020, ce SIPRI Fact Sheets analyse les tendances mondiales en termes de dépenses militaires en 2020.*

*Les dépenses militaires mondiales en 2020 sont estimées à 1981 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis 1988 (première année pour laquelle le SIPRI dispose d'une estimation cohérente des dépenses militaires mondiales totales). En 2020, les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 2,6 % en « termes réels » ou corrigées de l'inflation (exprimées en dollars américains constants de 2019) par rapport à 2019 et de 9,3 % par rapport à 2011. Le fardeau militaire mondial – c'est-à-dire les dépenses militaires mondiales en pourcentage du produit intérieur brut mondial (PIB) – a augmenté de 0,2 point de pourcentage en 2020, pour atteindre 2,4 %. Selon le SIPRI, cette augmentation s'explique en grande partie par le fait que la plupart des pays du monde ont connu de graves ralentissements économiques en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, alors que les dépenses militaires ont continué d'augmenter structurellement dans l'ensemble des pays. Ce Fact Sheets présente les données régionales et nationales sur les dépenses militaires pour 2020 et les tendances pour la décennie 2011-2020.*

[Voir le lien](#)

## How COVID-19 has impacted South China Sea defense spending and procurement

Tom Waldwyn, Fenella McGerty

Analysis International Institute for Strategic Studies (IISS) – mai 2021

*En prévision du Shangri-La Dialogue (conférence internationale organisée chaque année depuis 2002 par l'IISS), les auteurs examinent l'impact de la pandémie de coronavirus sur les dépenses et les achats de défense dans la région de la mer de Chine méridionale.*

[Voir le lien](#)

## To free or not to free (ride) : a comparative analysis of the NATO burden-sharing in the Czech Republic and Lithuania – another insight into the issues of military performance in the Central and Eastern Europe

Jaroslav Dvorak, Bohuslav Pernica

Defense & Security Analysis, Volume 37, Issue 2 – mai 2021

*Dans cet article, les auteurs soutiennent que les stratégies de « passagers clandestins » au sein de l'OTAN devraient être évaluées d'un point de vue microéconomique. En particulier, les pays communistes devraient être évalués dans une perspective beaucoup plus large que l'objectif de dépenses des 2 % du PIB ou le nombre de soldats déployés. Par rapport à des pays post-soviétiques comme la Lituanie, un pays post-communiste prospère comme la République tchèque, où l'institution de défense a connu une militarisation massive de la société et de l'économie de style soviétique, ne parvient toujours pas à réduire ses complexes politico-administratifs et une structure excessive d'activités civiles militarisées : clubs sportifs, chœurs folkloriques, établissements médicaux et éducatifs, etc. Par conséquent, porter les dépenses de défense à 2 % du PIB peut avoir pour effet de renforcer cette structure étatique des institutions de défense faibles ne sont pas en mesure de gérer la totalité de leur budget de défense pour parvenir à la modernisation militaire, comme cela a été le cas en République tchèque.*

[Voir le lien](#)

---

## INDUSTRIES DE DÉFENSE

### MBDA's Industrial Model and European Defence

Renaud Bellais

Defence and Peace Economics – Mai 2021

*Parmi les fabricants d'armes européens, MBDA représente l'exemple le plus avancé d'intégration industrielle et de spécialisation transfrontalière, grâce à un modèle unique de centres de compétences franco-britanniques. Toutefois, il constitue une exception au sein de la base technologique et industrielle de défense européenne. Il est donc pertinent d'analyser pourquoi MBDA a pu réaliser un tel processus de consolidation à partir des compétences fragmentées de l'industrie européenne des missiles et fusionner des entreprises concurrentes en dépit de l'absence d'un cadre réglementaire unique au niveau européen. Cet article présente les principales caractéristiques de MBDA aujourd'hui. Il analyse le processus de consolidation de l'industrie européenne des missiles qui a donné naissance à MBDA. Il souligne que les programmes coopératifs ont donné une impulsion décisive à la consolidation industrielle et à la spécialisation des sites MBDA à travers l'Europe. Il explique comment les actifs technologiques et industriels ont été redistillés au-delà des frontières européennes. Il met l'accent sur les exportations en tant que dimension clé du modèle de MBDA. Enfin, il se termine en explorant les limites qui résultent de l'absence d'un cadre réglementaire unifié en Europe.*

[Voir le lien](#)

### Defence Industries in the 21st Century : A Comparative Analysis

Çağlar Kurç, Richard A. Bitzinger, Stephanie G. Neuman

Routeledge Taylor & Francis Group–2021

*L'ouvrage Defence Industries in the 21st Century explore la transformation de la production industrielle de défense à l'échelle mondiale en examinant l'interaction entre les facteurs internationaux et nationaux. Alors que l'industrie de la défense et le marché des armes au niveau mondial continueront probablement de croître et de mûrir, la façon dont cette progression pourrait influencer la politique internationale demeure obscure. Dans la pratique, comme le montre le contenu de cet ouvrage, les bases industrielles de défense et les politiques d'exportation d'armements des pays émergents présentent des variantes significatives. Cet écart est le résultat d'un équilibre unique entre les facteurs nationaux et internationaux qui a façonné le comportement et les politiques d'industrialisation de la défense des pays les moins industrialisés. L'une des conclusions les plus importantes de l'ouvrage est que l'interaction entre les facteurs nationaux et internationaux influence clairement la variation des politiques d'industrialisation de la défense des pays émergents, ainsi que leur succès ou leur échec. Si les facteurs internationaux créent des possibilités, ils limitent également les options offertes aux économies émergentes. Les facteurs internes jouent également un rôle important en influençant les choix politiques des décideurs des États.*

[Voir le lien](#)

### La construction des armes navales en France depuis 1852 : l'histoire d'un système de production mixte

Nabil Erouihane

Observatoire Économique de la Défense (OED), EcoDef Études, n° 178 – avril 2021

*Quiconque observerait attentivement la structure industrielle en charge de fournir à la Marine l'ensemble de son armement ferait sans doute deux constatations. D'abord, il ne manquerait pas de remarquer que cet édifice industriel est composé principalement d'un grand groupe public (Naval Group), d'un grand partenaire privé (Chantiers de l'Atlantique) et d'un nombre conséquent de fournisseurs spécialisés, nationaux et étrangers. Cet observateur avisé serait aussi, très probablement, frappé par le fait que cet agencement productif ressemble en tout point à l'organisation industrielle des entreprises ayant pour charge de fournir les armées de terre et de l'air. En revanche, ce qu'il ne pourrait pas déduire de ces simples constatations, c'est que le système de production dévolu à l'armement naval est le résultat d'une évolution débutée il y a près de deux siècles. Depuis la pose des premiers jalons en 1852, ce système devint une superstructure industrielle caractérisée par une gestion intra-firme et extra-firme partagée entre l'État, ses entreprises publiques et ses fournisseurs privés, intégrée dans des participations européennes. Épousant dès le milieu du XIXe siècle les contours tracés par l'industrialisation de la France avec ses nouvelles entreprises, ce système de production sut s'adapter au milieu du XXe siècle aux exigences nouvelles, en se séparant des entreprises les moins viables économiquement et technologiquement. À partir des années 1980-1990, il prend une orientation qui le fait entrer dans l'économie mondiale et européenne du XXIe siècle, marquée par la très rapide évolution technologique et la coopération internationale.*

[Voir le lien](#)

### Mapping the National Security Industrial Base : Policy Shaping Issues

James Andrew Lewis

Center for Strategic and International Studies (CSIS) Report –mai 2021

*L'expression « Base Industrielle de Sécurité Nationale » est apparue pour la première fois dans le National Defense Strategy de 2018. La « Base Industrielle de Sécurité Nationale » est le « réseau de connaissances, de capacités et de personnes – y compris le milieu universitaire, les laboratoires de recherche et le secteur privé – qui transforme les idées en innovations [et] transforme les découvertes scientifiques en produits commerciaux à succès ». Ce rapport décrit les éléments de la « Base Industrielle de Sécurité Nationale » et les différences entre une innovation axée sur le commerce et une approche technologique axée sur la défense.*

[Voir le lien](#)

---

## COMMERCE INTERNATIONAL

### Rapport au Parlement 2021 sur les exportations d'armement de la France

Ministère des Armées

Juin 2021

*Chaque année, le ministère des Armées remet à la représentation nationale un rapport détaillant les exportations d'armement de la France. Si le rapport de l'année 2020 mentionnait déjà le contexte bouleversé dans lequel s'était opéré l'exercice – en pleine pandémie de Covid-19, avec des signes annonciateurs d'une récession économique sans précédent depuis 1929 – celui de l'année 2021 est le premier à en mesurer les effets. En d'autres termes, il apporte les premières réponses à une question essentielle : les coopérations d'armement et l'activité des industries de défense de la France ont-elles été résilientes face à la crise sanitaire ?*

[Voir le lien](#)

### Le débat en Allemagne sur les exportations d'armement

Jara Amira Von Call

IRIS Défense et sécurité – Analyse 12 – avril 2021

*La question des exportations d'armes faisant l'objet d'un intense débat en Allemagne depuis les premières exportations de ce type en 1959, l'auteur de cette note d'analyse s'interroge sur les conséquences économiques et géopolitiques de ce type de commerce. Sous la crainte que des armes allemandes puissent être utilisées dans la guerre du Yémen, l'auteur envisage que l'Allemagne poursuive, voire intensifie, sa politique restrictive en matière d'exportation d'armes dans les années à venir.*

[Voir le lien](#)

### Changements et défis du nouveau règlement européen des biens à double usage

Jonathan Bannenberg

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) – Note d'Analyse –mai 2021

*Cette note d'analyse a pour objectif d'évaluer les derniers changements survenus dans l'exportation des biens à double usage (c'est-à-dire des produits, logiciels et technologies pouvant servir tant à des fins civiles que militaires) d'entreprises européennes. Pour y parvenir, l'auteur retrace le processus de mise à jour des règles d'exportation qui a abouti en novembre 2020 à un accord, sur la base d'une proposition législative de la Commission européenne, entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne pour les renforcer. Après avoir abordé la fonction déterminante des considérations relatives aux droits humains dans la manière de concevoir les contrôles des exportations de biens à double usage et être revenu sur les tensions que ces considérations normatives suscitent entre les différents acteurs publics et privés impliqués dans le commerce de ces biens, le texte invite le lecteur à se demander comment les États membres composeront avec leurs différentes obligations légales, économiques et sécuritaires.*

[Voir le lien](#)

## Comment renforcer le rôle de l'UE dans les exportations d'armes

Maria Camello, Léo Géhin, Federico Santopinto

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Les rapports du GRIP – mai 2021

*Pendant longtemps, l'idée de renforcer le rôle de l'Union européenne (UE) en matière de transferts d'armes a provoqué des haussements d'épaules et des sourires sarcastiques dans les chancelleries des États membres. L'octroi des licences autorisant les exportations d'équipements de défense a toujours été une affaire très délicate, au cœur de la souveraineté nationale. Hier encore il était impossible d'imaginer que les principaux pays de l'Union puissent céder à Bruxelles, ne fût-ce que partiellement, leurs prérogatives dans ce domaine. Pourtant, au cours des dernières années, quelque chose a changé. Ce qui était encore impensable hier ne l'est plus aujourd'hui, et pourrait devenir possible demain. Depuis 2016, en effet, l'UE a acquis de nouvelles compétences dans le domaine de l'industrie de défense, des compétences qui pourraient en faire un acteur incontournable de la BITDE, la base industrielle et technologique de défense européenne. Dans ce contexte, à terme, la question qui se posera n'est pas tant de savoir si l'Union devra renforcer son rôle dans les exportations d'armes, mais comment elle devra le faire. L'objectif de ce rapport est d'esquisser quelques options en la matière, non sans avoir analysé préalablement l'évolution du débat ainsi que les compétences actuelles de l'Union.*

[Voir le lien](#)

## Regard statistique sur la piraterie maritime contemporaine

Observatoire Économique de la Défense (OED), EcoDef Références, n° 180 – mai 2021

*L'économie mondiale est étroitement liée à la maîtrise du milieu marin et sous-marin, la majeure partie du commerce mondial transite par la mer, il s'agit d'un enjeu stratégique. La piraterie maritime met en exergue l'importance de disposer en permanence de routes maritimes sûres, elle est l'exemple parfait de la menace asymétrique. Le MICA Center, centre français d'analyse et d'évaluation de la situation sécuritaire maritime mondiale, révélait qu'en 2019, en moyenne un navire par jour était victime d'un acte de piraterie ou de brigandage dans le monde. La France a toujours joué un rôle de premier plan au niveau mondial dans la lutte contre la piraterie. De nombreuses sources statistiques existent dans le domaine qui autorisent des analyses prédictives en matière de prévention des risques. Il demeure néanmoins que leur qualité et leur exhaustivité restent questionnées.*

[Voir le lien](#)

## POLITIQUES DE DÉFENSE

### The UE's arms control challenge : Bridging nuclear divides

Clara Portela

European Union Institute for Security Studies (EUISS) – Chaillot Paper 166 – avril 2021

*Depuis l'adoption de sa stratégie contre la prolifération des armes de destruction massive, l'Union européenne (UE) a renforcé sa visibilité dans le domaine de la non-prolifération nucléaire et de la maîtrise des armements. Toutefois, la crise actuelle de la maîtrise des armements, qui a récemment vu la disparition d'accords clés tels que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) représente un double défi pour l'UE : si son territoire est le plus directement concerné par le démantèlement des traités de maîtrise des armements, il n'est pas partie prenante dans ces décisions. En outre, les divisions traditionnelles sur le désarmement entre les États membres de l'UE ont été exacerbées par les désaccords sur le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Ce Chaillot Paper suggère que l'UE peut prévenir l'aggravation de ces divisions et atténuer la polarisation mondiale afin de favoriser le succès de la prochaine conférence sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).*

[Voir le lien](#)

### Illicit Small Arms Prices : Introducing Two New Datasets

Nicholas J. Marsh, Topher L. McDougal

Defence and Peace Economics – Volume 32, Issue 4 - 2021

*Malgré les appels lancés pour réduire les flux illicites d'armes, il reste difficile de les détecter et de les quantifier. L'une des méthodes proposées pour détecter et quantifier les volumes du commerce illicite consiste à tester économétriquement les variations de prix. Cet article rend compte des efforts déployés par la Peace Research Institute Oslo (PRIO) et la Small Arms Data Observatory (SADO) pour rendre possibles ces analyses économétriques en rassemblant deux nouveaux ensembles de données sur les prix illicites des armes légères. Cet article décrit les méthodes de collecte, d'organisation et de production de ces ensembles de données, présente quelques statistiques et graphiques descriptifs et se termine par une discussion des utilisations futures possibles et des limites des ensembles de données.*

[Voir le lien](#)

### Is Oil Political ? From the Perspective of Geopolitical Risk

Chi-Wei Su, Meng Qin, Ran Tao, Nicoleta-Claudia Moldovan

Defence and Peace Economics – Volume 32, Issue 4 - 2021

*Cet article examine la propriété politique du pétrole du point de vue du risque géopolitique. Les auteurs explorent la relation entre le risque géopolitique et le prix du pétrole en effectuant des tests de causalité de Granger à l'échantillon complet et sous-échantillon. Les auteurs constatent que les guerres conduiront à une augmentation des prix du pétrole, mais qu'un faible risque géopolitique ne peut pas entraîner une baisse immédiate des prix. Cette constatation s'explique également par les crises économiques, qui peuvent faire monter en flèche les prix du pétrole alors que le risque géopolitique est faible. À son tour, l'augmentation du prix du pétrole a un impact positif sur le risque géopolitique.*

[Voir le lien](#)

### The Impacts of Geopolitical Uncertainty on Turkish Lira during the Erdoğan Administration

Nikolaos A. Kyriazis, Emmanouil-M. L. Economou

Defence and Peace Economics – Volume 32, Issue 4 - 2021

*Cet article vise à déterminer si l'incertitude géopolitique turque présente des liens significatifs avec les fluctuations de la livre turque (TRY) par rapport à d'autres devises. La période considérée couvre l'administration Erdoğan (mars 2003 à septembre 2020). L'indice d'incertitude géopolitique innovant de Caldara et Iacoviello (2018) et les méthodologies modernes GARCH ont été adoptés afin d'étudier comment le risque géopolitique influence les valeurs monétaires et l'économie en général durant cette période de turbulences en Turquie. Les résultats économétriques montrent que l'incertitude géopolitique conduit à une dévaluation de la livre turque (TRY) par rapport au dollar américain, au franc suisse et à la couronne suédoise, mais de façon non significative, alors que les résultats sont mitigés en ce qui concerne l'incidence des variables macroéconomiques ou financières sur la livre turque (TRY).*

[Voir le lien](#)

### Gone with the Winds of Peace : The Regional Economic Effects of Military Base Downsizings and Closures

Mário J. A. Fortuna, João C. A. Teixeira and Francisco J. F. Silva

Defence and Peace Economics – mai 2021

*Cet article analyse les effets économiques de la réduction des effectifs et des fermetures de bases militaires au niveau régional, en considérant le cas de la base aérienne militaire américaine située à Lajes, sur l'île de Terceira, aux Açores, au Portugal. Un modèle d'équilibre général calculable est utilisé comme outil pour examiner ces effets.*

[Voir le lien](#)

### Arms Racing, Military Build-Ups and Dispute Intensity : Evidence from the Greek-Turkish Rivalry, 1985-2020

Ioannis Choulis, Marius Mehrl, Kostas Ifantiss

Defence and Peace Economics – juin 2021

*Suite aux découvertes de gaz en Méditerranée orientale en août 2020, la Grèce et la Turquie ont failli intervenir militairement l'une contre l'autre. Les deux États ont mis en place des plans d'expansion militaire, risquant ainsi une nouvelle escalade. Les auteurs présentent une approche novatrice pour étudier l'effet de l'accumulation militaire sur l'intensité des différends, en utilisant des données mensuelles sur les incursions turques dans l'espace aérien revendiqué par les Grecs. Étant donné que les revendications relatives à l'espace aérien occupent une place importante dans le différend, ces contestations donnent une bonne idée de l'intensité avec laquelle la Turquie poursuit le conflit. Les auteurs supposent que les capacités militaires accrues de la Grèce dissuadent les incursions alors que les capacités militaires turques les alimentent. Pour examiner ces hypothèses, les auteurs utilisent des données sur les incursions turques dans l'espace aérien revendiqué par la Grèce et sur les dépenses militaires des deux pays. Les données sur les contestations d'espace aérien ont été initialement collectées par l'armée grecque ce qui permet d'obtenir une série chronologique annuelle pour la période 1985-2015 (SOLDATOS, 2016). Ils élargissent cette série chronologique pour inclure également les années 2016-2019 en utilisant les données déclarées par l'armée grecque (État-major de la Défense nationale hellénique, 2020).*

[Voir le lien](#)

---

## Management Reforms in the Defence Sector

Ann Lundberga, Ellen Roa

Defence and Peace Economics – mai 2021

*Depuis 30 ans, le secteur suédois de la défense fait l'objet de réductions de dépenses, de changements de politique et de réformes de gestion inspirées par les idées de la nouvelle gestion publique (également appelée nouveau management public, de l'anglais new public management). Cet article offre un aperçu des principales réformes de gestion dans le secteur de la défense. Les auteurs décrivent et examinent les réformes en Suède et leurs implications pour le secteur de la défense dans un contexte de réductions des dépenses et de changements de politique de défense.*

[Voir le lien](#)

## L'ambition japonaise d'une stratégie de sécurité économique : une voie à suivre

Nicolas Regaud

Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) Brève stratégique, n°20 – avril 2021

*Un comité d'étude du Parti libéral démocrate japonais a remis un rapport en décembre 2020 demandant la mise en œuvre d'une stratégie nationale de sécurité économique visant à préserver l'autonomie stratégique du pays. À travers cette brève stratégique, Nicolas Regaud pense que la France pourrait utilement s'en inspirer et élaborer un Livre blanc de la sécurité économique, tant au niveau national qu'europpéen, et engager des échanges et des coopérations avec ses partenaires de la zone indo-pacifique.*

[Voir le lien](#)

## L'habilitation des entreprises, un parcours d'obstacles

Jonathan Cohen

Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) Research Paper, n° 115 – avril 2021

*En octobre 2019, l'attentat commis au sein de la préfecture de police de Paris par un personnel habilité soulevait la question de l'efficacité des habilitations au secret de la défense nationale. Cette note a pour objet de traiter des habilitations des personnes morales, à savoir principalement les entreprises. L'habilitation des entreprises soulève de nombreuses questions. Elle vient se heurter aux principes de fluidité des affaires, d'égalité de traitement entre les candidats et de liberté d'accès à la commande publique, de transparence des procédures... Il convient aussi d'interroger la dimension nécessaire et suffisante de l'habilitation. La note décrit ainsi les différents acteurs et les différentes étapes du processus d'habilitation (justification du besoin, choix du bon guichet d'entrée, constitution du dossier, désignation d'un officier de sécurité, enquête...), y compris après la décision. Il s'agit également de saisir les enjeux sous-jacents et, outre les évolutions réglementaires attendues à partir du 1er juillet 2021, de proposer des pistes d'amélioration, tant sur le fond que la forme.*

[Voir le lien](#)

## Inde : moyens et risques associés à ses ambitions militaires

Solène Jomier

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Note d'Analyse – mai 2021

*« Make in India », c'est le mantra du Premier ministre Narendra Modi depuis son arrivée au pouvoir en 2014. Côté secteur industriel de la défense, le projet est ambitieux au regard des données actuelles : l'Inde est le 2ème importateur mondial d'armement au monde et produit environ 45 à 50 % de ses besoins. Le ministre de la Défense Rajnath Singh a fixé en septembre 2019 l'objectif d'une industrie nationale de défense renforcée à l'horizon 2025. À travers ce projet, New Delhi affiche plusieurs ambitions : affirmer sa souveraineté en matière d'industrie militaire et de défense dans un contexte de tensions à ses frontières, optimiser ses coûts d'acquisition et de production, et renforcer son influence à l'international via des exportations. Cette note se penche sur les défis sécuritaires de l'Inde et sa nouvelle politique « Make in India », ses limites, sa faisabilité.*

[Voir le lien](#)

## What Has Covid-19 Taught Us about Strengthening the DOD's Global Health Security Capacities ?

Thomas Cullison, Stephen Morrison

Center for Strategic and International Studies (CSIS) Report – mai 2021

*La pandémie de Covid-19 a causé des millions de décès et de cas de maladies chroniques, déstabilisé les économies, affaibli la réputation internationale des États-Unis et exposé les militaires américains à des défis qu'ils n'avaient pas vus depuis plus d'un siècle. Depuis le début de la pandémie, le Département de la défense (DOD) des États-Unis s'est beaucoup investi dans la résolution des problèmes auxquels sont confrontées les forces armées tout en appuyant l'ensemble de la riposte nationale Covid-19. Pour aider l'administration Biden-Harris et les membres du Congrès à orienter les délibérations imminentes sur l'avenir de la contribution du Département de la défense (DOD) à la sécurité sanitaire mondiale, ce rapport formule cinq recommandations en s'appuyant sur les capacités en matière de logistique, de planification, de transport et de science de cette structure.*

[Voir le lien](#)

## La France, acteur stratégique ?

Collectif

Revue Défense Nationale (RDN), n° 841 – juin 2021

Ce numéro de la Revue Défense Nationale est chapitré de la manière suivante pour ce qui concerne l'économie de la défense :

- La France, acteur stratégique ? Un questionnement.
- La France et l'Europe face aux crises du XXIe Siècle.
- Nation et Europe : la difficile synthèse la diplomatie française.
- France-Europe : un projet toujours aussi contrarié ?
- La France face aux guerres invisibles : à la recherche d'une carte géopolitique et géoéconomique.
- Y a-t-il une « grande stratégie » française ?
- Défis technologiques et compétitivité des entreprises françaises dans l'aéronautique et la défense.
- Les enjeux industriels de la défense française : le prisme du nucléaire.

[Voir le lien](#)

---

## INNOVATION

### Linking National Security and Innovation : Part 1

James Andrew Lewis

Center for Strategic and International Studies (CSIS) Report – avril 2021

*Les Américains savent que la Chine a décidé de concurrencer l'Amérique en matière de technologie – dans le cadre d'une stratégie plus vaste visant à remplacer les États-Unis en tant que leader mondial. Les États-Unis ont réagi en décidant de renforcer leur propre base technologique pour la quatrième fois de leur histoire. Ce rapport s'appuie sur l'exemple du rattrapage technologique en matière militaire des États-Unis vis-à-vis de l'URSS dans les années 1970 pour envisager la meilleure politique à mener face à la Chine.*

[Voir le lien](#)

### Defence innovation : new models and procurement implications. The British Case

Trevor Taylor

IRIS Défense et sécurité The Armament Industry European Research Group, Policy Paper 67 – mai 2021

*Le Royaume-Uni insiste depuis plus de cinq ans sur l'importance de l'innovation dans le domaine de la défense, compte tenu de la détérioration de l'environnement politique et de l'augmentation des possibilités technologiques. Dans ses espoirs de voir de telles initiatives fondées sur la technologie, le Gouvernement britannique se tourne particulièrement vers les petites et moyennes entreprises. Le document traite de l'évolution des positions politiques en matière d'innovation, y compris dans la stratégie industrielle de défense et de sécurité à l'horizon 2021, énumère les dispositions organisationnelles qui ont été développées et analyse les domaines technologiques considérés comme les plus importants. Le document se termine par une brève discussion des développements commerciaux nécessaires pour promouvoir l'innovation et par une exploration de l'idée selon laquelle l'innovation axée sur l'information dans le domaine de la défense a des répercussions sur le changement organisationnel et culturel au sein des forces armées, dont l'expertise et l'expérience sont essentielles.*

[Voir le lien](#)



## Defence innovation : new models and procurement implications. The German Case

Christian Mölling, Torben Schütz

IRIS Défense et sécurité The Armament Industry European Research Group, Policy Paper 68 – mai 2021

*L'Allemagne dispose d'un écosystème d'innovation performant. Toutefois, constatant qu'il existe un cloisonnement entre recherche civile et recherche militaire, l'auteur de ce Policy Paper soutient que ceci empêche le pays d'accéder à toute une gamme d'innovations technologiques à usage militaire. Selon l'auteur, compte tenu de la nature persistante des obstacles culturels et organisationnels, il est peu probable que l'Allemagne développe et introduise des innovations radicales en matière de défense dans un avenir proche.*

[Voir le lien](#)

## RESSOURCES HUMAINES

### Rapport d'information sur les personnels civils de la Défense

Commission de la Défense nationale et des Forces armées - Assemblée Nationale

*En conclusion des travaux portant sur une mission d'information sur les personnels civils de la défense constituée le 28 octobre 2020 par la commission de la défense nationale et des forces armées, les rapporteurs soulignent le caractère indispensable de la ressource humaine – « remise au cœur du ministère » par la ministre des Armées – et, en l'occurrence, de la ressource humaine civile au profit de la souveraineté et de la résilience de la Nation. Les auteurs de ce rapport parlementaire formulent neuf propositions visant à améliorer l'attractivité du recrutement des personnels civils du ministère des Armées, garantir le maintien d'un dialogue social et de conditions de travaux optimales. En cela, la loi de programmation militaire (LPM) pour 2019-2025 qui amplifie la dynamique de recrutement des personnels civils et militaires offre de nombreuses possibilités.*

[Voir le lien](#)

### A Critical Skills Investment Fund for the Department of Defense

Peter Levine

Institute for Defense Analyses (IDA) document P-22636 – avril 2021

*Selon l'auteur de ce document, le département de la Défense des États-Unis d'Amérique devrait tirer les leçons de la réussite du Defense Acquisition Workforce Development Fund et mettre en place un outil similaire pour doter sa main-d'œuvre scientifique et technologique des compétences dont elle a grandement besoin. Selon lui, le département de la Défense devrait collaborer avec le Congrès à la création d'un fonds d'investissement dans les compétences essentielles dont l'ampleur et l'impact seraient au moins égaux au fonds d'acquisition.*

[Voir le lien](#)

## TERRORISME

### Strategic Interaction of Governments and Terrorist Groups in Times of Economic Hardship

Efe Tokdemir, Graig R. Klein

Defence and Peace Economics – juin 2021

*Dans cet article, les auteurs théorisent les choix stratégiques dyadiques et les interactions entre les gouvernements et les groupes terroristes nationaux en période de crise économique. Selon eux, les gouvernements sont plus susceptibles de cibler davantage les groupes terroristes nationaux, ce qui offre des possibilités légitimes de détourner l'attention du public des préoccupations économiques et de fédérer les citoyens autour de leur programme. Pendant ce temps, les groupes terroristes nationaux prennent des décisions stratégiques semblables à celles des acteurs interétatiques, soit en diminuant leurs attaques (évitement stratégique des conflits) soit en les intensifiant (recherche stratégique des conflits) afin d'ajouter une incapacité à assurer la sûreté et la sécurité aux luttes en cours du gouvernement. Afin de tester ces hypothèses, les auteurs exploitent deux ensembles de données d'événements récemment publiés sur le conflit kurde en Turquie.*

[Voir le lien](#)

### The impact of terrorism on international mergers and acquisitions : Evidence from firm-level decisions

Babet Hogetoorn, Michiel Gerritse

Journal of Peace Research – Volume 58 - Issue 3 – mai 2021

*Le terrorisme empêche-t-il un pays d'attirer des investissements directs à l'étranger ? Si c'est le cas, le terrorisme peut engendrer des coûts importants en termes de pertes d'emplois, d'instabilité macroéconomique et de possibilités de développement manquées. Toutefois, les investisseurs craignent-ils le terrorisme parce que leurs avoirs sont directement menacés ou parce que les perspectives dans le pays d'accueil se détériorent ? Et comment ajustent-ils les investissements ? Les auteurs de cet article étudient l'impact du terrorisme sur les décisions de fusion et d'acquisition de 8 872 entreprises dans 116 pays en 16 ans.*

[Voir le lien](#)

### The Economic Impact of Terrorism from 2000 to 2018

Harrison Bardwell, Mohib Iqbal

Peace Economics, Peace Science and Public Policy – Volume 27 – Issue 2 – mai 2021

*Cet article estime l'impact économique du terrorisme à 33 milliards de dollars américains en 2018. En 18 ans, de 2000 à 2018, le terrorisme a coûté 855 milliards de dollars à l'économie mondiale. Ce modèle suit la méthodologie de l'Indice mondial du terrorisme 2019 et utilise une méthode de comptabilité pour agréger le coût de quatre indicateurs découlant des incidents terroristes. Les quatre indicateurs comprennent les décès, les blessures, les dommages matériels et les pertes de PIB liés au terrorisme. Les conclusions de cet article montrent que le terrorisme mondial a culminé en 2014 avec 33 555 morts à l'échelle mondiale et un impact économique de 111 milliards de dollars américains. De 2011 à 2014, les décès liés au terrorisme ont augmenté de 353 % et les incidents terroristes de 190 %. L'analyse porte sur les 100 incidents qui ont eu les répercussions économiques les plus importantes en termes de décès et de blessures.*

[Voir le lien](#)

#### Observatoire Économique de la Défense (SGA/DAF/OED)

Balard parcelle Ouest  
60 Boulevard du Général Martial Valin • CS 21623 • 75 509 Paris CEDEX 15  
Directeur de la publication : Christophe MAURIET  
Rédacteur en chef : Christian CALZADA  
Maquettage et réalisation : OED  
Courriel : daf.oed.fct@intradef.gouv.fr

ISSN 2431-6148 : Ecodef (En ligne)

[www.defense.gouv.fr/sga](http://www.defense.gouv.fr/sga)